

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 10/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **SUEZ RR IWS SOLUTIONS**

16 place de l'Iris  
92400 Courbevoie

Code AIOT : 0006701924

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SUEZ RR IWS SOLUTIONS implanté 16 rue du Ried - 67850 Herrlisheim. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite annuelle

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RR IWS SOLUTIONS
- 16 rue du Ried - 67850 Herrlisheim
- Code AIOT : 0006701924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de transit de déchets industriels dangereux et non dangereux relevant de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement exploité par la société Suez RR IWS Chemical France à Herrlisheim est soumise à autorisation au titre des installations classées. Elle est également soumise à la directive IED.

La plateforme partage des équipements et notamment un bassin de rétention des eaux avec la société LAVALSACE également classée ICPE en co-activité sur le site.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 36	Sans objet	/
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet	/
3	Étanchéité et entretien des canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4. II	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Effluents gazeux	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1	Sans objet	/
6	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article Annexe 3.1	Sans objet	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées lors de la visite, elles concernent un défaut d'entretien et d'inspection des canalisations d'eaux usées et l'absence de dispositif d'aspiration et de filtration des rejets gazeux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 36
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Moyens d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur. En particulier, il dispose au minimum des moyens suivants : (...) <ul style="list-style-type: none"> <li>- des dispositifs d'extinction automatique adaptés aux caractéristiques des produits stockés ;</li> </ul> (...)
<b>Constats :</b> Lors de la précédente visite du 16/09/2024, dont les constats ont été retranscrits dans le rapport daté du 30/09/2024, l'exploitant avait signalé un dysfonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie dans l'atelier dénommé "atelier vrac" du fait de l'avarie du système de déclenchement automatique des canons à mousse.  Il avait alors expliqué que les canons peuvent toutefois être actionnés manuellement et que les employés avaient été sensibilisés à la situation et à la procédure de déclenchement manuel lors d'une causerie du 05/07/2024 dont il a présenté le compte rendu lors de la précédente visite.

Dans l'attente de la réparation du système de déclenchement automatique des canons à mousse, l'exploitant avait pris comme mesure compensatoire de ne plus stocker de déchets inflammables dans ce local.

Le jour de cette nouvelle visite, en date du 25/06/2025, l'exploitant déclare que son système n'a pas encore pu être réparé, la pièce (une vanne spécifique) est en commande mais que le prestataire n'est pas en mesure de livrer la pièce pour le moment.

Dans ce contexte, l'exploitant applique toujours la mesure compensatoire qui veut qu'aucun déchet inflammable ne soit stocké dans l'atelier vrac.

En cas de sinistre, il dispose cependant dans le hall vrac des autres moyens d'extinction incendie existants : sprinklage des 3 cuves, extincteurs, RIA...

Le jour de la visite, l'inspection ne remarque pas de déchets inflammables entreposés dans le local en question.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

**Thème :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'exploitant présente un plan des réseaux du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection note toutefois que le plan pourrait être daté, actualisé, et complété d'une légende afin d'en faciliter la lecture.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Étanchéité et entretien des canalisations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4. II

**Thèmes :** Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux, du sol et du sous-sol

**Prescription contrôlée :**

« II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. »

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de communiquer des informations permettant d'attester de la réalisation du dernier entretien et de l'examen périodique permettant de s'assurer du bon état des canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.

SUEZ RR IWS SOLUTIONS partage le site avec un autre exploitant classé ICPE, la société LAVALSACE, qui s'avère également être propriétaire du site. La gestion des parties communes est encadrée par une convention entre les deux parties.

Après la visite et vérification auprès de l'entreprise voisine, l'exploitant confirme que les canalisations n'ont pas fait l'objet d'un entretien et de l'examen périodique requis.

En raison des risques de pollution liés à son activité de transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de la dangerosité des déchets de produits chimiques qu'il réceptionne, l'exploitant doit s'assurer du respect des obligations réglementaires, même si celles-ci relèvent de la convention du propriétaire du site, et doit être en mesure de rendre compte de leur respect à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 6 mois

**N° 4 : Effluents gazeux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

" L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne doit pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites. Cette disposition est applicable aux effluent gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation seront conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés seront traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). (...)"

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection constate que le local de stockage dénommé "atelier vrac" est susceptible d'être à l'origine d'émissions dans l'atmosphère et d'émanations nuisibles ou malodorantes.

Ce local est notamment équipé de deux fosses de décantation de 25 m<sup>3</sup> chacune recevant les déchets des séparateurs à hydrocarbures et de 3 cuves de stockage de déchets liquides d'un volume unitaire d'environ 25 m<sup>3</sup>. Deux des cuves ont pour vocation d'accueillir la partie liquide des boues issues de séparateurs d'hydrocarbures décantées, la troisième accueille en temps normal des déchets liquides solvantés.



Pour cette dernière, il convient de préciser qu'elle n'est temporairement pas utilisée pour le stockage d'eaux solvantées mais pour le stockage de liquides non solvantés.

Les cuves disposent chacune d'un évent capté par une bouche canalisée reliée à un conduit qui sort en façade, à l'extérieur du bâtiment.

Les effluents gazeux provenant des cuves ne sont ni captés par un système d'aspiration spécifique, ni traités avant rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 6 mois

#### N° 5 : Meilleures techniques disponibles (MTD)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réglementation sur les émissions industrielles (IED)

**Prescription contrôlée :**

" I. Gestion des flux de déchets

L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :

**cf tableau en pj**

(...)."

**Constats :**

L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :

Technique	Description	Constat
A Séparation des déchets	Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.	<p>L'exploitant répond à cette MTD via l'emploi de cellules de stockages dédiées par propriétés de danger des déchets réceptionnés.</p> <p>Pour les produits les plus sensibles comme les peroxydes, l'exploitant a mis en place une cellule spécifiquement dédiée à ces substances, dans un secteur où les mouvements d'engins et de passage de personnes sont peu fréquents afin de limiter les risques.</p> <p>L'exploitant connaît et identifie bien les étapes les plus sensibles dans son process de tri. La phase de réception est identifiée comme</p>

particulièrement sensible (risque de déversement, de fuites, découvertes de produits mal étiquetés ou ne correspondant pas au bordereau de suivi de déchet). Il précise s'appuyer sur les retours d'accidents récurrents pour organiser ses zones de tri et améliorer les conditions de réception des déchets.

**B Compatibilité des déchets avant de les mélanger**

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification est mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

A l'arrivée des déchets, le chimiste procède sur site à des tests afin de vérifier la concordance des informations communiquées lors de l'acceptation préalable et le déchet effectivement réceptionné. Il a notamment recours à un test de brûle qui lui permet de déterminer plusieurs caractéristiques du déchet et notamment le pH. Ce test permet de déterminer le point éclair ou la présence de substances potentiellement dangereuses ou nécessitant une prise en charge spécifique comme : l'arsenic, le bore ou encore le lithium. Si un doute persiste après ce test, l'exploitant précise que le chimiste transmet un échantillon pour des analyses plus poussées dans un laboratoire de la société SUEZ. Les tests réalisés permettent de vérifier les informations fournies par le producteur du déchet et de prévenir d'éventuelles erreurs de tri ou de stockage.

Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases

Le site dispose d'une zone dédiée aux déchets solides dans le hall conditionné et dans

<p>C Tri des déchets solides entrants</p>	<p>ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tri manuel sur la base d'un examen visuel ;</li> <li>- la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ;</li> <li>- la séparation optique, par exemple : par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X ;</li> <li>- la séparation en fonction de la densité, par exemple : par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ;</li> <li>- la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.</li> </ul>	<p>le hall vrac.</p> <p>Les déchets solides réceptionnés proviennent essentiellement de résidus pâteux de bains de traitement de surface ou de pâteux issus de séparateur/décanteur à hydrocarbures.</p>
<p>D Optimisation des lieux de stockage</p>	<p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;</li> <li>- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.</li> </ul>	<p>Le site est équipé d'un bassin de rétention permettant de collecter les eaux pluviales polluées ainsi qu'un déversement malencontreux de produits lors d'un déchargement. L'exploitant précise que le bassin dispose d'un système d'obturation visant à isoler son contenu en cas de pollution.</p> <p>L'exploitant précise que les opérations de déchargement des déchets sont réalisées par les chauffeurs. Ceux-ci reçoivent les consignes à appliquer sur site en amont de la livraison.</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel de traçabilité des incidents «Synergie». Sont inscrits dans cet outil toutes les situations dangereuses observées. Ce logiciel lui permet également de signaler au producteur tout défaut de conditionnement. L'exploitant présente le logiciel lors de la visite.</p>



E Capacité de stockage appropriée

Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :

- la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;
- la quantité de déchets stockés est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;
- le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.

Contrôle journalier des capacités, avec saisie sur un tableau de suivi + inventaire à chaque fin de mois qui permet de réajuster précisément les volumes, avec deux niveaux d'alerte un niveau orange et un niveau rouge qui permet d'anticiper une éventuelle surcharge et de temporiser avec les prochaines arrivées et les expéditions.

Le tableau de suivi est mis à jour quotidiennement par l'exploitant et est affiché chaque soir à l'extérieur du site, afin d'être disponible pour les pompiers en cas d'incident.

F Déroulement du stockage en toute sécurité

Comprend notamment les techniques suivantes :

- les équipements servant au chargement, au déchargement et au stockage des déchets sont clairement décrits et marqués ;
- les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ;
- les conteneurs et fûts sont adaptés à l'usage prévu et stockés de manière sûre.

L'exploitant dispose d'un protocole de sécurité chargement/déchargement. Les chauffeurs sont informés des risques et de ce protocole lors de la programmation de la livraison.

L'exploitant travaille à 90 % du temps avec les mêmes transporteurs et a établi avec eux un contrat cadre interdisant notamment la sous traitance.

Si toutefois, un autre transporteur que celui annoncé vient à livrer des produits, il est pris en charge par le personnel du site qui l'informe des règles de sécurité.

G Zone séparée pour le stockage et la manutention des déchets dangereux emballés

S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés.

Oui, il s'agit du hall dédié au produits conditionnés.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Conditions de stockage**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2019, article Annexe 3.1
Thèmes : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> " (...) F. Déroulement du stockage en toute sécurité Comprend notamment les techniques suivantes : (...) - les déchets que l'on sait sensibles à la chaleur, à la lumière, à l'air, à l'eau, etc. sont protégés contre de telles conditions ambiantes ; (...)." </p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant utilise quatre containers de stockage à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Trois de ces containers servent au stockage de contenants neufs en vue du reconditionnement des déchets avant expédition.</p> <p>Le quatrième est fermé à clé, et utilisé par l'exploitant, pour stocker certains refus de tri. L'inspection y constate quelques petites bonbonnes de gaz (utilisées pour le camping) et 5 ou 6 bonbonnes d'hélium.</p> <p>La visite se déroule pendant une période de canicule. Le container est entreposé dans la cour, en plein soleil. La température à l'intérieur est élevée et pourrait être à l'origine d'un incident (explosion d'une bonbonne, départ de feu).</p> <p>L'exploitant précise que le container est équipé d'un système de sprinklage d'extinction à poudre et, qu'en cas de forte chaleur, il peut demander une évacuation rapide de ces produits pour éviter tout risque.</p> <p>Compte tenu des faibles quantités de produits sensibles observés dans ce container, lors de la visite, du système de défense incendie en place et des mesures transitoires que l'exploitant peut mettre en place, l'inspection note que l'exploitant est en maîtrise du sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite